

REPUBLIQUE FRANCAISE

RAPPORT N° 11

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 31 Mars 2017

SOUS LA PRESIDENCE DE MME MARTINE VASSAL

RAPPORTEUR(S) : MME MARINE PUSTORINO

OBJET

Action d'accès aux soins dans le domaine de la santé mentale : convention liant le Département des Bouches-du-Rhône et le Centre Hospitalier Edouard Toulouse

**Direction Générale Adjointe de la Solidarité
Direction de l'Insertion
0413317376**

PRESENTATION

Le Département est en charge de la politique publique d'insertion sociale et professionnelle. La loi précise que chaque bénéficiaire du Revenu Solidarité Active (BRSA) a droit à un accompagnement social et/ou professionnel, adapté à ses besoins, réalisé avec un référent de parcours, de façon à retrouver un emploi.

Le Conseil départemental finance dans son Programme Départemental d'Insertion (PDI) des dispositifs portés par des partenaires en participant non seulement aux dépenses de structures mais aussi résultats obtenus.

La demande présentée dans le rapport ressort de cette politique obligatoire. Elle est portée par un Centre Hospitalier. L'action relève de l'accompagnement social.

OBJET DU RAPPORT

Le Centre Hospitalier Edouard Toulouse propose l'action « **Accès aux soins dans le domaine de la santé mentale** » pour 10 vacations hebdomadaires sur les territoires des 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème} arrondissements de Marseille, de Septèmes les Vallons et des Pennes Mirabeau.

Cette action permet l'accès aux soins des BRSA confrontés à des difficultés d'ordre psychiatrique afin de les amener à une prise en charge thérapeutique.

A cet égard, les professionnels de santé mentale mis à disposition par les Centres Hospitaliers (psychologue et infirmier psychiatrique principalement, psychiatre en complément sur certaines actions) :

- accueillent les personnes orientées par les médecins de pôles d'insertion et les travailleurs sociaux ;
- évaluent les situations sanitaires ;
- accompagnent les patients jusqu'à la prise en charge psychiatrique dans le droit commun (services publics tels que les Centres Médico-Psychologiques ou médecine libérale).

La collectivité dispose d'une convention relative à l'accès aux soins des BRSA dans le domaine de la santé mentale avec 6 établissements hospitaliers au total, assurant une couverture quasi intégrale du territoire.

Ces actions, développées depuis 1997 au regard des besoins identifiés par les équipes de terrain, sont particulièrement bien repérées par les professionnels de l'insertion. Elles répondent à un besoin de plus en plus prégnant dans les parcours des BRSA. Les difficultés d'ordre psychique sont souvent évoquées comme un frein réel à l'insertion face auquel les référents se trouvent démunis.

Inciter à aller vers le soin, travailler sur le déni de ces problématiques optimisent le déblocage de nombreuses situations et facilitent le travail des référents. Par ailleurs, la collaboration directe avec les référents ou encore la formation proposée et dispensée par les psychologues, assurent aux référents d'être davantage armés face aux situations.

Particulièrement efficace, cette action est essentielle dans la programmation de l'offre d'insertion départementale.

Les objectifs de l'action sont les suivants :

- 1) accueillir et orienter un public en précarité ; il s'agit d'expliquer et dédramatiser la démarche de prise en charge psychologique, de prévenir les troubles psychiatriques ou leur aggravation ;
- 2) intervenir auprès des intervenants du dispositif d'insertion dans l'objectif de leur apporter un appui technique dans l'accompagnement des BRSA particulièrement fragilisés et en souffrance.

En ce qui concerne les résultats obtenus précédemment :

Bilan intermédiaire de l'action 2016 arrêté au 30 septembre 2016 :

- 381 personnes ont été accueillies dont 202 BRSA ;
- 3301 actes ont été dispensés pour l'ensemble du public, dont 1999 entretiens individuels ou consultations de suivi et 647 accompagnements vers les unités de soins psychiatriques principalement.

L'équipe mobile d'Edouard Toulouse réalise les vacations d'une demi-journée suivantes :

- ACADEL - lieu d'accueil du pôle 15 /16 : 1 vacation par semaine
- SARA - lieu d'accueil du pôle 2/3 : 2 vacations par semaine
- ADAI - lieu d'accueil du pôle 1/5/6/7 : 1 vacation par semaine
- ADPEI - lieu d'accueil du pôle 1/5/6/7 : 1 vacation par semaine
- Pôle d'insertion 15/16 - 1 vacation par semaine
- Pôle d'insertion 2/3 - 2 vacations par semaine
- Accueil de Jour Consolat et Marceau - 2 vacations par semaine

En conséquence les résultats de l'action sont satisfaisants.

Aussi, il est proposé de renouveler cette action du 1^{er} mai 2017 au 30 avril 2018 avec les mêmes objectifs que le conventionnement précédent.

PROPOSITIONS ET FINANCEMENT

Il est proposé de financer l'action à hauteur de **31.435,00 €** selon la proposition énoncée dans le tableau ci-après :

Centre Hospitalier Edouard Toulouse <u>Adresse</u> : 118 chemin de Mimet 13917 Marseille Cedex 15 <u>Nom du Directeur Général</u> : Gilles MOULLEC	Accès aux soins dans le domaine de la santé mentale du 01/05/2017 au 30/04/2018. Pôle 1 (1 ^{er} , 5 ^{ème} , 6 ^{ème} , 7 ^{ème} arr) ; Pôle 2 (2 ^{ème} et 3 ^{ème} arr) ; Pôle 4 (13 ^{ème} et 14 ^{ème} arr) ; Pôle 5 (15 ^{ème} et 16 ^{ème} arr), Septèmes les Vallons et les Pennes Mirabeau	1 ETP correspondant à 10 vacations par semaine	Montant total de l'action 356.113,00 € Montant accordé 2016 31.435,00 € Montant proposé 2017 31.435,00 € Cofinancements : 324.678,00 € Pas d'autofinancement	2016.12/203 Pas de GSU CTD du 06/01/2017 Renouvellement de la convention 2016
--	---	---	---	---

CONCLUSION

Cette dépense d'un montant total de 31.435,00€ sera imputée au chapitre 017 du budget départemental.

Au bénéfice des considérations qui précèdent et sur proposition de Madame la Déléguée à l'insertion sociale et professionnelle, je vous serais obligée de bien vouloir prendre la délibération ci-jointe.

Signé
La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL

Direction de l'Insertion

Service du Budget, des Conventions et des Marchés Publics

☎ : 04.13.31.73.76

Organisme : CENTRE HOSPITALIER Edouard Toulouse

N° Dossier : 2016.12/203

Pôle d'Insertion : Pôle 1 (1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} arr) ; Pôle 2 (2^{ème} et 3^{ème} arr) ; Pôle 4 (13^{ème} et 14^{ème} arr) ; Pôle 5 (15^{ème} et 16^{ème} arr), Septèmes les Vallons et les Pennes Mirabeau

Intitulé de l'action: « Accès aux soins dans le domaine de la santé mentale »

Renouvellement

Programme : 16017- opération : 1007148

CONVENTION

Entre

Le Département des Bouches-du-Rhône, représenté par sa Présidente Madame Martine VASSAL, autorisée à signer la présente convention par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 31 mars 2017;

ci-après désigné **le Département**,

et

Le Centre Hospitalier Edouard Toulouse

Adresse : 118 chemin de Mimet 13917 Marseille Cedex 15

Représentée par Mr / Mme..... ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de sa qualité de Directeur Général ;

ci-après désignée **l'Organisme**,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du Patrimoine ;

Vu la délibération n° du Conseil Départemental des Bouches-du Rhône en date du 31 mars 2017, relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion (PDI) pour les années 2017-2019 ;

Vu la délibération n° de la Commission Permanente du 27 mai 2016 décidant d'accorder une subvention pour la réalisation de cette action.

Préambule

L'action d'accès aux soins dans le domaine de la santé mentale, initiée et conçue par l'Organisme conformément à son objet social, revêt un intérêt départemental. Ce projet a été retenu par les services du Département pour être intégré à l'offre départementale d'insertion à destination des bénéficiaires du RSA socle. Il s'inscrit dans le cadre du Plan Départemental d'Insertion (PDI).

A ce titre, cette action fait l'objet de la présente convention liant le Département et l'Organisme et fixant ses modalités de mise en œuvre.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Par délibération susvisée de la Commission Permanente, le Département a octroyé une subvention de fonctionnement à l'organisme pour la réalisation de l'action d'accès aux soins dans le domaine de la santé mentale qui se déroule sur les territoires des 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème} arrondissements de Marseille et de Septèmes les Vallons et les Pennes Mirabeau.

Par la présente convention, l'Organisme s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre ledit projet.

Cette convention s'inscrit dans une démarche d'articulation entre les services sociaux et les services de santé mentale.

L'établissement s'engage à :

- 1) accueillir et orienter un public en précarité ; il s'agit d'expliquer la démarche de prise en charge psychologique, de dédramatiser cette prise en charge médicale et de prévenir, le cas échéant, les troubles psychiatriques ou leur aggravation. *Suite à l'entretien clinique, le professionnel peut orienter la personne vers une prise en charge adaptée ;*
- 2) Intervenir auprès des intervenants du dispositif d'insertion pour leur apporter un appui technique dans l'accompagnement des BRSA particulièrement fragilisés et en souffrance.

Cette subvention étant accordée spécifiquement pour cette action, la présente convention a pour objet d'en préciser les conditions d'utilisation, les modalités de versement ainsi que, le cas échéant, de remboursement.

Descriptif de l'action :

Compte tenu des éléments de bilan présentés par l'Organisme, cette action est renouvelée pour la période du 1^{er} mai 2017 au 30 avril 2018.

Article 2 : Modalités de l'action

L'établissement met à disposition de l'action 1 ETP de personnel spécialisé correspondant à 10 vacations d'une demi-journée par semaine (hors période de congés), soit 470 vacations annuelles.

Les demi-journées d'intervention comprennent les entretiens individuels avec le public, les groupes de parole avec le public (ou intervention dans des actions collectives) ainsi que les interventions auprès des professionnels du secteur social (analyse de pratique, réunion thématique,...) et le temps de traitement administratif et de préparation.

Dans cet objectif, l'établissement met à sa disposition le personnel spécialisé :

- Psychiatre : 2 intervenants
- Psychologue : 2 intervenants
- Infirmiers psychiatrique : 2 intervenants

Article 3 : Obligations de l'Organisme chargé de l'action

L'Organisme est tenu à une obligation de moyens.

L'Organisme est tenu :

- De mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'aboutissement du projet tel qu'il est défini à l'article 1 de la présente convention et à réaliser l'ensemble des actions prévues ;
- D'autoriser le contrôle de l'action dont il a la charge par les agents du Département habilités, notamment l'accès aux documents comptables et administratifs ;
- De ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres Organismes, sociétés, collectivités privées ou œuvre et ce, conformément à l'article L.1611-4 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- De ne communiquer à aucun tiers un quelconque document et/ou renseignement concernant le bénéficiaire sinon pour l'exécution de la présente convention. Il ne recueillera ni ne conservera d'informations nominatives sur le bénéficiaire (du RSA) autres que celles nécessaires à la réalisation de l'action et ne les utilisera et conservera que pour les finalités légitimes ;
- De respecter les règles applicables en matière de conservation et d'archivage des documents papiers et des documents électroniques, produits ou obtenus dans le cadre des missions qui lui sont confiées, de manière conventionnelle, par le Département, conformément au Code du Patrimoine (articles L.211-1 et 211-4, L.213-3, article 16 du décret n° 79-1037 du 03/12/1979 modifié) ;
- De faire apparaître le soutien du Département des Bouches-du-Rhône au projet, quels que soient les moyens de communication utilisés pour en informer le public et les professionnels, et d'apposer le logo du Conseil Départemental sur tout support graphique et équipement ;
- De respecter la réglementation relative aux traitements de données personnelles (CNIL).

Article 4 : Moyens de l'Organisme affectés à l'action

L'Organisme s'engage à mettre à disposition les moyens ci-après :

Article 4-1 : Moyens en personnel

Convention collective (CC) ou accord d'entreprise (AE) du :

.....

Nom	Fonction	Qualification et indice de rémunération par référence à la CC ou à l'AE	Ancienneté dans l'Organisme	Type de contrat	Equivalent Temps Plein (ETP) affecté à l'action	Affectation au différentiel Equivalent Temps Plein (ETP) si sur une autre action financée par le CD13

Tout changement dans la composition de cette équipe devra être communiqué préalablement, par l'opérateur, au Département.

Article 4- 2 : Moyens Logistiques

Locaux :

adresse :

.....
.....
.....
.....

superficie :

.....
.....
.....

Article 4 -3 : Autres moyens matériels

.....
.....
.....
.....

Article 5 : Modalités de suivi et d'évaluation de l'action

Article 5-1: Pour le suivi de l'action

L'Organisme s'engage à :

- Transmettre aux médecins des pôles d'insertion et aux référents sociaux concernés les éléments relatifs à la problématique santé des bénéficiaires utiles au suivi de parcours de la personne. Le médecin du Pôle d'Insertion pourra être si nécessaire le relais auprès des référents de parcours ;
- Mettre en place un comité de pilotage qui se réunira à minima, une fois durant l'action (avant le renouvellement de la subvention) et qui rassemblera pour le Département les directeurs ainsi que les médecins des pôles d'insertion concernés et pour le Centre hospitalier les intervenants de l'action, ainsi qu'un représentant administratif.

Le comité de pilotage s'assure de la mise en œuvre de l'action et présente les éléments de bilan, intermédiaires ou finaux, en sa possession.

Il a vocation à apprécier la mise en œuvre de l'action pour améliorer les conditions de sa réalisation, notamment en ce qui concerne les lieux et les modalités d'intervention.

Article 5-2 : Pour l'évaluation de l'action

L'Organisme s'engage à :

- Utiliser tout support fourni par le Département en respectant les règles d'utilisation et les délais fixés par le celui-ci ;
- Transmettre au Pôle d'Insertion référent et au Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats et de à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Direction de l'Insertion

Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats

4 Quai d'Arenc

CS70095 13304 Marseille cedex 02

dans un délai maximum de trois mois à l'issue de la période conventionnée :

- ✓ un bilan financier (recettes perçues et dépenses effectuées aux titres des actions prévues) ;
- ✓ Un rapport sur la réalisation de l'action, faisant apparaître une évaluation globale quantitative et qualitative du projet, assortie d'une analyse des résultats.

Ce bilan devra notamment être une synthèse des fiches d'intervention à compléter à chaque vacation et comprenant les éléments suivants :

« Nom de l'intervenant / Date vacation / Lieu d'intervention :

- Entretiens cliniques - Nb personnes reçues.
- Groupe de parole avec le public (ou intervention en action collective) - Nb personnes présentes
- Réunion ou groupe de parole avec des référents ou des professionnels du travail social - Nb personnes présentes
- Intervention à domicile
- Traitement administratif
- Autres – à préciser.

Ce bilan précisera le nombre total de vacations réalisées sur la base des fiches d'intervention.

Article 5-3 : Pour la justification de l'utilisation de la subvention

L'Organisme fournira les justificatifs de l'utilisation de la subvention :

- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, du bilan financier du dernier exercice connu ainsi que de tous les documents faisant connaître les résultats de son activité (article L611-4 alinéa 1 du CGCT). Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) devront être conformes au plan comptable des associations ;

Pour les associations soumises aux obligations de l'article L.612-4 du code du commerce, le bilan, compte de résultat et annexes doivent être certifiés par un commissaire aux comptes dans les trois mois suivants leur approbation à la Direction des Journaux Officiels, en vue de leur mise en ligne sur son site internet afin d'être rendus publics ;

Pour les associations non soumises aux dispositions de l'article L.612-4 du code du commerce, le bilan et les comptes doivent être établis par un expert-comptable ;

- Un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu financier est déposé, dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée (article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000), auprès du Département à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
Direction de l'Insertion
Service du Budget des Conventions et des Marchés Publics
4, quai d'Arenc
CS70095
13304 Marseille Cedex 2

En cas de modification dans ses statuts ou dans ses organes, l'association, soit communique sans délai au Département la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 6 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de la déclaration enregistrée dans le Répertoire National des Associations (RNA).

En outre, l'association doit fournir au Département la copie des pièces relatives à tout changement domiciliaire bancaire.

Article 6: Promotion de l'égalité femmes/hommes

En application des objectifs de la charte de l'égalité femmes/hommes dont il est signataire, le Département souhaite que les informations du rapport mentionné à l'article 5-2 fassent apparaître le genre.

L'Organisme s'engage à diffuser et promouvoir une culture d'égalité femmes/hommes au sein de sa structure et dans la réalisation de ses missions et à sensibiliser et/ou former ses salariés sur ce sujet.

Article 7 : Montant et financement de l'action

Le Département s'engage à verser à l'Organisme une subvention d'un montant de **31.435,00 €** correspondant au nombre de vacations prévu article 2 de la présente convention. Ce versement s'effectuera en 2 fois :

- **50 %, soit 15.717,50 € demandés par l'Organisme après notification de la convention signée ;**
- **le solde, soit 15.717,50 € à l'issue de l'action**, sur présentation par l'Organisme du document 2 visé dans l'article 5 en deux exemplaires papier.

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la totalité du solde de la subvention, ou de demander le reversement de tout ou partie de la subvention si celle-ci n'a pas été totalement employée ou n'est pas totalement nécessaire au regard du descriptif de l'action et des objectifs précités dans les articles 1 et 2. L'engagement des crédits du Département ne préjuge pas de sa décision éventuelle d'accepter la valorisation de sa dépense dans le cadre des aides de la communauté européenne.

Le mandatement des sommes dues se fera exclusivement par virement bancaire ou postal dans les délais imposés par les règles de la comptabilité publique.

Les demandes de versement de la première fraction et du solde de la subvention en 3 exemplaires et un bilan final sont à envoyer à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
Direction de l'Insertion
Service du Budget, des Conventions et des Marchés publics
4 Quai d'Arenc
CS70095
13304 Marseille Cedex 02

Désignation du bénéficiaire du règlement (joindre obligatoirement un RIB) :

nom de la banque et domiciliation :			
code banque (5 chiffres)	code guichet (5 chiffres)	n° de compte (11 chiffres, indiquez les zéros)	clé (2 chiffres)

N° SIRET (14 chiffres) ou SIREN (9 chiffres) :

.....

Il est bien précisé que le ou les règlements s'effectueront sur présentation d'une demande de paiement de la subvention en trois exemplaires dont un original, uniquement après notification de la convention à l'Organisme. Le mandatement des sommes dues se fera exclusivement par virement bancaire (ni chèque ni mandat) dans les délais indispensables aux contrôles nécessités par les règles de la comptabilité publique.

Chacune des pièces mentionnées à l'article 5 devra **impérativement** être produite pour permettre d'attester la réalité de l'action fournie avant de déclencher le versement du solde de la convention.

Ces pièces ne seront toutefois pas transmises à la paierie départementale pour des raisons de confidentialité.

Article 8 : Sanctions :

En cas d'inexécution par l'association des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où l'association n'aurait pas réalisé l'action prévue en objet dans les délais impartis, le Département ne versera pas le solde de la subvention et pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées à ce titre. Le Département en informera l'association par lettre recommandée avec accusé de réception après examen des justificatifs et observations éventuellement présentés par l'association.

Article 9 : Résiliation :

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où l'association fait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

Article 10 : Modification de la Convention

Toute modification du contenu de la présente convention sera approuvée par la Commission Permanente du Conseil Départemental et fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

Article 11 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois à compter du **1^{er} mai 2017 jusqu'au 30 avril 2018.**

La date prévisionnelle peut être reportée à la demande de l'Organisme dans la limite maximale d'un an, pour tenir compte d'éventuels obstacles à la réalisation de l'action aux dates initialement prévues. Dans le cas où une date de démarrage ne peut être arrêtée au moment de l'établissement de la convention, c'est la date de notification de la convention qui est prise en compte ; dans ce cas l'action doit se dérouler dans la période maximum d'un an suivant cette date.

Article 12: Responsabilités

Les activités de l'Organisme sont placées sous sa responsabilité pleine et entière. Celui-ci doit souscrire tout contrat d'assurance lié à l'activité.

La responsabilité du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ne pourra pas être recherchée.

Article 13 : Litiges et contentieux

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Date :

Signatures :

Pour l'Organisme

Directeur Général
(avec tampon de l'Organisme)

Pour le Département

La Vice-Présidente du Conseil Départemental

Monsieur/Madame..... Madame Marine PUSTORINO